

DELIBERATION n° 2019 - 32
portant validation des labellisations de colloque

Point inscrit à l'ordre du jour n° 07.01

Conseil d'administration du 07 juin 2019

Vu le code de l'éducation et notamment l'article L.712-3 ;
Vu les statuts de l'université de La Réunion ;
Vu les avis de la Commission recherche lors de ses séances des 12 mars 2019 et 30 avril 2019 ;

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration valident les labellisations de colloques suivantes :

- Justice climatique à Maurice : pour une approche pluridisciplinaire pour un montant de 13 500 € ;
- dangerosité et droits fondamentaux pour un montant de 15 000 € ;
- conférences APAC - activité physique adaptée et cancer pour un montant de 6 050 €.

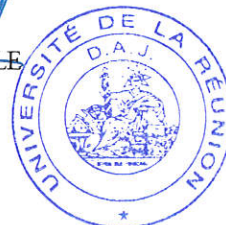
Le tableau est annexé à la présente délibération.

Résultat du vote						
Vote à	main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				29		
Nombre de voix	pour	29	contre	0	abstention(s)	0

Fait à Saint-Denis le 07 juin 2019

Le Président de l'Université de La Réunion

Professeur Frédéric MIRANVILLE



Transmis au Recteur de l'Académie de La Réunion, Chancelier des universités le **- 3 JUL. 2019**

Date de validation CR	Unité	porteur de colloque	Nom du colloque	montant du colloque	Demandes de financement			Apports Université	Observations	Présentation
					DEAL	UE FEDER	UE INTERREG V			
CR DU 12/03/2019	IRISSE	Chantal VERKINDT	APAC : Activité Physique Adaptée et Cancer	6 050,00 €				2 000,00 €	Pour l'auto-financement, le budget accordé par l'UFR SHE est de 1 300 € et celui du laboratoire IRISSE correspond à un montant de 2 750 €. La demande de financement de 2000 € est demandée à la Société des professionnels en APA (SPP-APA).	Au moment où l'offre en activité physique adaptée (APA) comme soins de support en oncologie se développe, et où la prescription d'exercice – préconisée par la Haute Autorité de la Santé – est prévue par la loi de modernisation de la santé, il paraît essentiel de faire le point sur l'état des connaissances scientifiques sur lesquelles peuvent et doivent s'appuyer les médecins et les professionnels en activité physique adaptée. Pour ceci, plusieurs conférences locales et métropolitaines expert dans le domaine de l'APA en oncologie ont été invitées pour exposer leurs savoirs et méthodes d'intervention. Cet événement se veut aussi l'occasion de rencontres et d'échanges entre médecins et professionnels de l'APA, permettant de discuter des modalités concrètes et pratiques de mise en œuvre de la prescription d'exercice. Des professionnels de l'APA ouvrant sur l'île tiendront des stands pour présenter leurs activités.
									Colloque de 2 journées les 28 et 29 novembre 2019 : 3 ou 4 intervenants (45 mn de présentation) + 45 mn d'échanges avec la salle. (Colloque - tables rondes) Ouverture interdisciplinaire / universitaires et professionnels d'autres horizons.	
	CRU	C POMART	Colloque Dangers et droits Fondamentaux	15 000,00 €				10 400,00 €	La demande de financement correspond : Région Réunion : 3 000,00 € ; Département Réunion : 1 000,00 € ; SGAR/ DISCS : 2 000,00 € ; IRIS 974 : 1 200,00 € ; CAF : 2 000,00 € ; Univ Clermont-Auvergne : 1 200,00 €	Workshop (lundi 2 ou mardi 3 décembre 2019) – une journée d'échanges et de mise en perspective entre universitaires pour préciser les propositions, approfondir les réflexions disciplinaires et préparer le livrable. A la faveur de chaque table-ronde, les intervenants auront à cœur de s'interroger sur l'émergence – la diffusion ou l'affirmation plus marquée – du concept de dangerosité sur le champ qui les concerne (médical, familial, sphère éducative, sphère professionnelle, etc.). Ils envisageront les avantages et les dangers de l'émergence de ce concept en tentant d'en préciser la définition et la fonction. Ils préciseront notamment la façon dont est caractérisée la dangerosité d'un individu dans les faits et comment s'opère l'accompagnement des personnes dangereuses ou des personnes menacées par la dangerosité d'autrui. Ils aborderont également les conséquences d'une éventuelle systématisation de ce concept.
CR DU 30/04/2019									Suite à ses recherches publiées sous le titre : "Audit de l'action européenne auprès de la Commission de l'Océan indien (COI) en matière de protection de l'environnement depuis 1989", pp. 253 à 262 in L'Union européenne dans l'océan indien, un modèle de puissance, une puissance modèle, Les Actes de la revue du droit de l'Union européenne, Paris, éd. Clément Juglar, DUE, 2018, le porteur de projet a constaté que ni les experts de la Banque Mondiale ni ceux de la Commission de l'Océan indien n'ont porté attention à la rédaction de la Constitution mauricienne et à la sécurisation juridique des traités internationaux sur l'environnement et le climat. En 2019, seule prime toujours à Maurice la protection constitutionnelle du droit de propriété.	
	CRU	J COLOM	Colloque Justice Environnementale	13 500,00 €				6 000,00 €	Pour l'auto-financement, le EA CRI, Faculté de Droit et Economie et la DRI ont attribué des fonds. La demande de financement correspond à dont 5 000 € de la Région Réunion et 2 500 € de l'association LEXO.	Questions de recherche : - Mettre en lumière les vulnérabilités climatiques auxquelles la République de Maurice est exposée et leurs conséquences sociales, environnementales et économiques ; - Adresser la problématique de l'absence de traduction dans l'ordre juridique mauricien des engagements internationaux relatifs au climat (notamment l'Accord de Paris) au regard de ces vulnérabilités et le besoin d'une justice climatique adaptée au contexte mauricien ; - Exposer les instruments existants dans l'ordre juridique interne permettant de prendre en considération/réduire/atténuer les effets des changements climatiques à Maurice ; - Déterminer quelles sont les conditions optimales et les possibilités à exploiter pour l'évolution de Maurice vers un système plus juste ; Le colloque répondra aux questions scientifiques de manière pluridisciplinaire. Les thématiques seraient abordées sous le triptyque : droit, environnement (biosciences) et sociologie.
				TOTAL GENERAL	34 550,00 €	- €	- €	19 900,00 €	14 650,00 €	

Le Président de l'Université de la Réunion



Approuvé par le Conseil d'Administration
dans sa séance du 17 JUIN 2019